

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 15/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LEDEUX ERIC HOLDING

chaussée Brunehaut
Au dessus du Canal
80360 Fins

Références : 2024
Code AIOT : 0005105830

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement LEDEUX ERIC HOLDING implanté chaussée Brunehaut Au dessus du Canal 80360 Fins. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEDEUX ERIC HOLDING
- chaussée Brunehaut Au dessus du Canal 80360 Fins
- Code AIOT : 0005105830
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité pratiquée est la récupération, le tri et le stockage de métaux ferreux et non ferreux, de

papiers/cartons et de bois, de plastiques, de chiffons textiles et de déchets industriels provenant d'installations classées en vue de leur revente. De plus, le site réalise l'activité centre VHU.

Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 6 novembre 2019 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 1.1.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 4.3.8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	6 mois
8	Autosurveillance des eaux résiduaires et des sédiments	Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 8.1.3	/	Demande d'action corrective	3 mois
10	Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Poteaux / Bassins	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Signalisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	Avec suites, Mise en demeure, respect de	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
			prescription	
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Entretien – isolement avec les milieux – incidents	Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 7.5.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
9	Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu constater certaines avancées sur la mise en conformité du site :

- Localisation des risques ;
- Moyens de lutte contre l'incendie ;
- Signalisation des risques ;
- Consignes d'exploitation ;
- Mesures organisationnelles ;
- Entretien - isolement avec les milieux - incidents.

Malgré ces avancées, l'inspection constate que les non-conformités ayant donné lieu à la mise en demeure ne sont pas corrigées :

- État des stocks ;
- Valeurs limites d'émission - autosurveillance ;

Tenant compte des avancées constatées sur le site, mais qui demeurent insuffisantes pour satisfaire à la mise en demeure du 27 avril 2023 , l'inspection propose à M. le Préfet une astreinte administrative, assortie d'un sursis de 6 mois pour finaliser la mise en conformité.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, en tenant compte des avancées et dans l'attente des justificatifs, l'Inspection des installations classées propose de ne pas abroger, pour le moment, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/12/2022, sans engager de suites administratives à ce stade.

Considérant l'absence de réalisation des analyses et de transmission des résultats d'analyse de PFAS et AOF, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Plan localisant les risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2022
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) [...].</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
Constats : <p>Le plan du site est présenté, il fait apparaître les différentes zone et les risques associés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks des déchets en attente de traitement et traités
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 06/02/2023
Prescription contrôlée : <p>AP du 6/11/2019 :</p>

<p>Article 1.1.2. Limitation du flux de déchets transitant par cette plate-forme</p> <p>Le flux annuel de déchets transitant par le site est inférieur aux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déchets métalliques : 6 260 tonnes dont 5 260 t de métaux ferreux ; • Déchets dangereux : 50 t dont 50 t de batteries <p>AP du 1/01/2021 :</p> <p>Article 1 :</p> <p>« la quantité maximale admise annuellement est de 150 VHU »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le flux annuel de déchet transitant par le site, à la date de l'inspection, est :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déchets métalliques : 15552 t • Déchets dangereux : 244 t de batteries • Le nombre de VHU traités est de 1419 <p>Un dossier a été transmis le 16 mars 2022 à la DREAL pour augmenter le nombre traité de VHU (l'exploitant voudrait augmenter à 2640 VHU annuellement). Ce porter à connaissance fera l'objet d'une instruction prochainement.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas le flux annuel de déchet transitant par le site. Cependant, il indique que le flux de batterie et déchets métalliques est corrélé au nombre de VHU traités. De plus, il précise que les déchets métalliques issus de la part négoce sont également comptabilisés alors qu'ils ne transitent pas par le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le flux annuel de déchet transitant par le site sans la part négoce.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Poteaux / Bassins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Débits des poteaux/Bassin</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 06/02/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :[...] d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau,</p>

poteaux par exemple) [...] permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. [...]. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau[...]

Constats :

L'exploitant dispose de deux réserves incendie (poche d'eau de 120 m³ et 240 m³) en fonctionnement.

L'exploitant indique faire une fois par trimestre un essai de la motopompe avec les deux réserves. Le dernier essai inscrit sur le registre date du 15 novembre.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Signalisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation des risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2022

Prescription contrôlée :

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.

Constats :

Les risques sont signalés à l'entrée de chaque zone dangereuse notamment sur le bâtiment papier/carton et au niveau de la zone de dépollution VHU.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2023
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.[...]
Constats : <p>L'exploitant a rédigé un document unique reprenant notamment l'ensemble des consignes et procédures. Les consignes en cas d'incendie sont affichées dans le bâtiment d'accueil. L'exploitant indique que les consignes sécurités et incendies seront affichées dans les nouveaux locaux sociaux.</p> <p>L'exploitant souhaite faire réaliser une formation plus approfondie par l'organisme qui contrôle ses moyens d'extinctions afin de mieux sensibiliser ses opérateurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 7.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2023

Prescription contrôlée :

[...]

Ces consignes indiquent notamment :

[...]

les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte,

[...]

Constats :

La consigne concernant le dispositif d'isolement de son bassin de rétention est affichée à l'accueil. Celle-ci sera également affichée dans les futurs locaux sociaux.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 4.3.8

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 27/10/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Paramètres	Concentrations(mg/l)
MES	35
DCO	125
DBO5	30

Indicesphénols	0,3
Cyanurestotaux	0,1
CrVI	0,1
AOX	1
Métaux totaux	15
As	0,05
Hydrocarburestotaux	10

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Constats :

Les résultats se sont fortement améliorés (par rapport aux années 2021-2022) mais l'exploitant ne respecte toujours pas les valeurs limites d'émissions de son arrêté préfectoral d'autorisation. En effet, les résultats des contrôles inopinés sont les suivants (en gras les dépassements de VLE) :

- 14/10/2024 : **MES : 61 mg/l**, **DCO: 277 mg/l** et **DBO5: 180 mg/l**
- 07/11/2023 : MES : 25 mg/l, **DCO: 155 mg/l** et **DBO5: 74 mg/l**
- 28/12/2022 : **MES : 220 mg/l**, **DCO: 794 mg/l** et **DBO5: 370 mg/l**
- 17/05/2021 : **MES : 160 mg/l**, **DCO: 644 mg/l** et **DBO5: 200 mg/l**

L'exploitant indique se faire assister par le laboratoire d'analyse LDAR pour améliorer son système de traitement. Cependant, au cours de l'échange, l'inspection a indiqué que la réalisation d'analyses seules n'aboutira pas à trouver la provenance des polluants incriminés dans les rejets de l'exploitation.

L'inspection demande à nouveau à l'exploitant de trouver une solution rapidement et de se faire assister par une société spécialisée dans les rejets aqueux.

Compte tenu de l'inaction de l'exploitant, l'inspection propose une astreinte administrative, assortie d'un sursis de 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Autosurveillance des eaux résiduaires et des sédiments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 8.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet

Prescription contrôlée : [...] Tous les ans, l'exploitant fait également réaliser une analyse de la qualité des sédiments du fossé en sortie du séparateur à hydrocarbures (a minima sont analysés HCT, PCB et 8 métaux).
Constats : Lors du contrôle inopiné du 14 octobre 2024, M. Ledoux était en congés. La personne qui a reçu le laboratoire de prélèvement a indiqué qu'il n'était pas possible de faire ce type de prélèvements car il n'y a aucun rejet d'eau dans le fossé. Suite à l'échange avec l'exploitant, il s'est engagé à rappeler le laboratoire d'analyse afin de réaliser le prélèvement des sédiments.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
Prescription contrôlée : I- Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.II. II- Au sens du présent arrêté, on entend par : <ul style="list-style-type: none"> • rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être pollués ; • substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF3-) ou méthylène (-CF2-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.
Constats : Le site est classé sous le régime de l'autorisation pour la rubrique 2791. L'arrêté ministériel lui est donc bien applicable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4**Thème(s) :** Risques chroniques, 1ere campagne PFAS**Prescription contrôlée :**

[...]

Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :

Rubrique de la nomenclature des installations classées	Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté
2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713	Trois mois
2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710	Six mois
2791 , 3510, 3531, 3532, 3540, 3560	Neuf mois

[...]

Constats :

L'exploitant n'a pas réalisé la première campagne d'analyse dans les 9 mois fixés par l'arrêté ministériel.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 3 mois